

L'Humanité *Rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 377

jeudi 27 novembre 1975

LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES ANTIFASCISTES ESPAGNOLS

Mardi soir, selon des sources « bien informées », comme on dit, le nouveau roi d'Espagne devait montrer toute la clémence du régime libéral qu'il prétend instaurer ; on parlait de libération de tous les prisonniers politiques.

Mais, au cours de la nuit de mardi à mercredi, la réalité du décret royal est apparue comme une opération de trompeuse démagogie confirmant que la nouvelle monarchie porte bien l'héritage du franquisme.

C'est en effet après un long Conseil des ministres dans l'après-midi de mardi que le décret de la prétendue clémence a été approuvé excluant les « auteurs de délits de terrorisme et similaires, de propagande terroriste aux auteurs de délits d'appartenance à des associations, groupes ou organisations visés par la législation contre le terrorisme. »

Le décret fait aussi allusion au décret-loi fasciste du 27 août dernier dit « antiterroriste », qui assimile à « terrorisme » l'activité révolutionnaire et patriotique des peuples d'Espagne, et de leurs organisations comme le FRAP (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote) et l'ETA basque.

Fallait-il s'attendre à une amnistie générale et sans conditions ?

Certainement pas ! D'ailleurs, la monarchie nouvelle n'a pas jugé bon de lever l'état d'exception mis en place par Franco, et Juan-Carlos a juré fidélité aux principes du franquisme et aux lois fondamentales du régime fasciste.

Les peuples d'Espagne n'ont rien de commun avec ce nouveau roi des franquistes, pas plus qu'ils n'en ont avec l'opposition de la Junte ou de la Convergence démocratiques qui prétendent accorder le pardon du peuple aux franquistes assassins.

Les peuples d'Espagne n'ont rien de commun avec ces régimes perpétuant le système capitaliste et la dictature de la bourgeoisie : ils veulent la révolution et veulent une Espagne indépendante aussi bien de la superpuissance américaine que du social-impérialisme russe.

Cette lutte passe aujourd'hui par la libération de tous les prisonniers politiques et par l'arrêt de la terreur fasciste, tout en sachant bien qu'une démocratie effective ne saurait être instaurée sans un renversement nécessairement violent de l'État actuel sous quelque forme qu'il se présente.

PORTUGAL

DES UNITES DE L'ARMÉE POUSSEES A L'AVENTURE

Mardi, le Portugal a franchi un nouveau pas vers la guerre civile, probablement inévitable en raison de l'ingérence des superpuissances notamment de l'URSS.

Le refus de certaines unités de l'armée de reconnaître les décisions du « Conseil de la révolution » et leur initiative d'occuper des secteurs stratégiques ont créé une situation encore plus grave de division au sein du peuple et de l'armée.

Les forces prosoviétiques qui dévoient les aspirations légitimes du peuple à la révolution encouragent vivement tout ce qui va dans le sens de la guerre civile, les situations troubles étant tout-à-fait propices à l'infiltration du social-impérialisme russe comme on le voit en Angola.

De son côté l'impérialisme américain organise les forces d'extrême-droite et un coup d'État fasciste en réponse aux actions aventuristes du PC portugais et de ses alliés ne doit pas être écarté. Toujours est-il qu'hier le Portugal s'est vu un peu plus divisé en deux.

C'est de Porto désormais qu'émet la radio-télévision officielle qui ne cesse de lancer des appels à la raison en demandant aux soldats insurgés de ne pas se laisser manipuler. Mais chacun se demande aujourd'hui si ce n'est pas un nouveau Liban qui va apparaître sur le flanc sud-ouest de l'Europe cette fois-ci, aggravant considérablement la tension en Méditerranée et en Europe.

(La chronologie des événements en page 8)

A BAS LE FRANQUISME SANS FRANCO !

MANIFESTATION A PARIS

**JEUDI 27 NOVEMBRE
18 H 30 A PARMENTIER**

**A l'appel du FRAP, de l'Humanité-Rouge, du PCR (ml),
de l'UCF (ml), de la JCMLF, de l'UCJR, des Comités
J.M. Martins Soarès.**

PORTUGAL :

MEETING

organisé par le MIL et le CILA

Mardi 2 décembre à 20 h 30

Cinéma Mémil-Palace - 48, rue Mémilmontant
Paris 19^e



Quand le PCF et la CGT se font écho

«Les donneurs de leçons» et «Qu'on se le dise», voici les titres éloquentes de tracts de la cellule du PCF et de la section CGT UAP diffusés au personnel de l'UAP (Union des assurances de Paris) en réponse aux «manifestes camouflés à la CFDT-Le Peletier».

Il est des injures qui se retournent contre ceux qui les disent lorsqu'elles sont le dernier parent au camouflage de la vérité. On y voit écrit dans ces torchons «Le FRAP et l'ETA ne font peur à personne et surtout pas à Franco qui utilise leurs actions pour renforcer la terreur. Nos pauvres gauchistes nécessiteux se bercent de romantisme révolutionnaire.»

Entre deux injures sur le peuple espagnol, première contre-vérité : on se demande pourquoi le franquisme fait une véritable chasse aux révolutionnaires, les assassine, les emprisonne, met en état d'exception des provinces entières d'Espagne, si les fascistes n'ont pas peur d'eux !

Deuxième contre-vérité, lorsque ces responsables du PCF s'en prennent aux «provocateurs» gauchistes du FRAP, eux qui ont solidement fait dégénérer la manifestation du 29 septembre organisée contre les assassinats de Franco. La vérité est celle-ci : le service d'ordre musclé du PCF a agressé les militants du FRAP, et a voulu s'emparer du drapeau républicain.

Qui sont les «provocateurs» ? Qui sont les «donneurs de leçons», messieurs les responsables du PCF ? Vous, qui identifiez la juste lutte révolutionnaire du peuple en lutte à la «catastrophe nationale» ? Vous et vos compères dirigeants du PCE qui imposez contre le fascisme et la répression une large alliance avec ce continuateur de Franco qu'est le parti Juan Carlos ?

Les responsables du PCF vont loin dans la trahison de la lutte des peuples. «Qu'on se le dise» !

ECHOS

45 licenciements dans une entreprise du bâtiment. Les travailleurs occupent le siège social à Colombes

À Colombes le siège social de la société Sabe-Europe-Coverlage est occupé depuis plus d'une semaine par les 45 travailleurs que compte l'entreprise.

Ceux-ci n'avaient pas touché leur salaire depuis deux mois. Seul un acompte de 1.500 F leur avait été versé, une quinzième d'entre eux ne touchant que 500 F et un chèque sans provision de 1.000 F.

Depuis le 1er janvier dernier quelque 100 travailleurs avaient été licenciés, et ces derniers temps, se déclarant en faillite, la direction de cette entreprise du bâtiment avait décidé de mettre à la porte les 45 travailleurs qui restaient.

Succès de la journée portes ouvertes de l'entreprise Préalut à Chateauroux

Depuis deux semaines l'usine Préalut de Chateauroux est occupée par les travailleurs. Dimanche dernier, les grévistes ont organisé une «opération portes ouvertes». Plus de mille personnes sont venues manifester leur soutien aux grévistes. À cette occasion

Aloa-Marine : une année de lutte

Il y a un an, la fabrique de voiles de plaisance Aloa-Marine à Cannes-la-Bocca décidait de fermer ses portes. Les 266 travailleurs qui y étaient employés allaient se retrouver au chômage. Ils étaient en lutte.

Aujourd'hui l'on parle de réouverture pour janvier 1976, mais avec une partie seulement du personnel. Les dirigeants CGT acceptent cette perspective, ils sont en train de s'asseoir autour d'un tapis vert pour discuter d'un plan de réembauche partielle.

Cela, les travailleurs ne peuvent l'admettre. C'est la raison pour laquelle ils continuent à se battre pour la réembauche de tout le personnel avec maintien des avantages acquis et réindexation des salaires.

OCCUPATION DES LOCAUX A LA VISSERIE B.T.R. DE CLICHY

Depuis le 21 novembre les travailleurs employés à la visserie B.T.R. de Clichy sont en grève et occupent les locaux pour s'opposer à tout licenciement.

La direction aurait déjà procédé à l'enlèvement des machines. Vendredi dernier les grévistes se sont opposés au départ d'un camion de 12 tonnes de vis.

Au cours de la journée de mardi, les travailleurs ont décidé de poursuivre la grève et l'occupation jusqu'à ce que soit levée la mena-

UN BEL EXEMPLE DE SOLIDARITE ENTRE TRAVAILLEURS ET ETUDIANTS

Le 19 novembre, la majorité du personnel travaillant dans les deux restaurants universitaires de Rennes s'est mise en grève. Les principales revendications des travailleurs, pour la plupart des femmes, concernent leurs conditions de travail. Les conditions que leur impose le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Rennes sont en effet déplorables. Un exemple : les femmes employées par le CROUS sont embauchées sous contrat pour 9 mois par an, les 3 mois restants, elles doivent se débrouiller en attendant l'éventuel renouvellement de leur contrat l'année suivante.

La direction a tenté de briser cette grève en maintenant ouverte une chaîne où quelques non grévistes voulaient distribuer la nourriture comme à l'habitude.

Voyant cela les grévistes ont fait appel à la solidarité d'étudiants et d'étudiantes progressistes. Ceux-ci, en plein accord avec le personnel en grève, ont décidé de servir eux-mêmes gratuitement des repas.

Sur-le-champ ils sont passés aux actes et ont servi 500 repas chauds... sans viande puisque la direction avait eu le temps de la

camoufler dans une réserve !

À la fin du repas une collecte a été organisée de telle sorte que le prix du repas qui n'a pas été perçu par le CROUS soit versé aux grévistes. Enfin, des étudiants ont pris en charge le nettoyage du restaurant et la vaisselle, commençant à cette occasion à prendre conscience de la légitimité des revendications des travailleurs...

Le soir, toujours sur proposition des grévistes, les étudiants sont allés à l'autre restaurant du campus où la direction avait envoyé travailler le personnel non gréviste. Là un mot d'ordre de boycott fut lancé et suivi à 100 %.

De toute la journée personne n'avait vu un seul des militants dirigeant les organisations sous tutelle du parti de Marchais : «UEC» et «AGER-UNEF». Le soir ils apparurent. Invités à s'expliquer sur leur disparition soudaine à cette journée, ils furent amenés à condamner l'action et à traiter les étudiants solidaires de «briseurs de grèves» ! Leur retraite fut pour le moins précipitée : grévistes et étudiants qui avaient entendu ces brillants arguments ne pouvaient en supporter davantage...

MARSEILLE : Succès des 6 heures à l'école d'éducateurs

Un meeting d'éducateurs de Marseille a eu lieu le 19 novembre. Cette manifestation (6 heures de débat, discussions) qui a réuni 400 personnes a été un plein succès et une réponse cinglante à la trahison du PCF par le biais de la CGT.

Ce meeting appelé en commun par la CGT et la CFDT, le PCF aurait voulu le saboter. En effet, sous la pression des faux communistes, la CGT s'était retirée.

Pour justifier son revirement, la CGT a eu recours à de grossiers mensonges qui n'ont trompé ni les travailleurs ni certains militants CGT qui sont venus.

Au cours du meeting qui concluait l'action, la CFDT a rappelé les revendications :

— arrêt des mesures de licenciement du délégué syndical CFDT — reconnaissance des sections syndicales élèves — embauche de personnel — bourse au SMIC pour tous les éducateurs en formation — non à la répression syndicale — non à la dégradation des conditions de travail et de formation.

La CFDT a amorcé d'autres actions envers l'employeur et les ministères, et un meeting de popularisation parmi la population.

Les mensonges grossiers du PCF et de la CGT n'ont pas trompé les travailleurs, et la CFDT a dénoncé cette trahison et ces mensonges des responsables CGT, elle a appelé à l'unité à la base et dans l'action.

Correspondant Humanité rouge.



A PARIS-RHÔNE LYON :

Les ouvriers occupent toujours l'usine

Chaque jour devant l'usine Paris-Rhône de Lyon, cadres et ouvriers se font face : d'un côté de la rue les ouvriers qui occupent l'usine, de l'autre les cadres, la maîtrise et la direction qui haranguent et insultent les ouvriers à coups de hauts parleurs du haut du bâtiment administratif.

Pendant tout le week-end les grévistes sont césés sur le qui-vive. Outre l'intervention des flics à laquelle ils s'attendent depuis que le tribunal des référés a demandé le 19 novembre leur expulsion, une intervention patronale de style commando — comme à Peugeot Saint-Etienne en 1973 — les menace. Mais les travailleurs décidés à se battre jusqu'à obtention de leurs revendications — 250 francs pour tous, diminution des grilles de classification, paiement des jours de grève, etc. — sont à tout moment prêts à affronter n'importe quelle agression décidée par le patron.

Aujourd'hui il y a deux axes de lutte à mener pour les ouvriers de Paris-Rhône qui occupent leur usine depuis le 12 novembre avec une revendication commune de 250 F d'augmentation mensuelle pour tous.

CONTRE LA DIRECTION

Elle intensifie les violences contre les piquets de grève ; un cadre bouscule avec sa voiture une déléguée ; deux autres prennent à partie un ouvrier qu'ils font tomber à terre, celui-ci est amené à porter plainte pour coups et blessures, etc.

Elle a fait installer une puissante sonorisation pour exhorter les grévistes à reprendre le travail, disant notamment : « Qui fait la grève, crève ».

Elle a envoyé à chaque ouvrier une lettre faisant du chantage sur les conséquences économiques de la grève et qualifiant « d'extrémistes » les dirigeants de cette grève.

CONTRE LES REVISIONNISTES QUI DIRIGENT LA CGT

Ils font tout pour freiner l'action : une déléguée CFDT qui demandait un service à une responsable de la CGT s'est fait traiter de tous les noms ; les seules initiatives que prennent les dirigeants cégétistes visent à détourner les travailleurs du combat et à le placer sous le contrôle étroit des cadres du PCF et de la CGT.

L'USTM (CGT-Métallurgie) refuse de tirer des tracts pour populariser la lutte, refuse de faire un meeting sur proposition de la CFDT-Métaux, au cours duquel aurait pris la parole le comité de grève.

Mais restons convaincus que classe contre classe, nous vaincrons !

Correspondant H.R.

LES ÉLÈVES INFIRMIÈRES DE MONTFERMEIL

POUR UN STATUT DE TRAVAILLEURS EN FORMATION

Cette analyse montre la situation des élèves-infirmières (E.I.) en général. Les revendications ont été établies avec les E.I. de Villepinte et Saint-Denis. La tendance gouvernementale actuelle est de faire un tronc commun d'études entre les E.I. générales et les E.I. psychiatrie, afin de supprimer progressivement tous les acquis des E.I. psychiatrie (qui ont un statut de travailleurs en formation et 1 800 F par mois).

Quant à la CGT (seule présente avec FD à Montfermeil), elle dit qu'elle va essayer de nous coordonner avec d'autres écoles (!), alors que grâce à la CFDT nous pouvons voir les autres écoles E.I. depuis début octobre !

Nous vous faisons part de notre situation car nos études vous concernent. En effet, nos mauvaises conditions de travail nous obligent souvent à travailler à l'extérieur pendant nos temps de loisirs (nuits en clinique, remplacements d'aides-soignantes ou d'infirmières, pendant les week-ends ou les vacances) ou même à abandonner temporairement nos études. Résultat : nos études sont moins bonnes et notre fatigue physique influe sur la sécurité même du malade. Comment faire de bonnes études dans ces conditions et promouvoir véritablement la santé ? Et c'est un cercle vicieux : la sélection par l'argent, moins d'infirmières, moins d'encadrement des élèves stagiaires, moins de véritable formation. Le nombre de bourses est insuffisant, les contrats 1400 F à 600 F pour rendre 3 à 5 ans à l'hôpital nous lient à l'hôpital.

Si nous sommes des travailleurs en stage (personnel d'appoint), nous sommes considérés comme « étudiants à l'école » (alors que nous n'avons que très peu de vacances : 4 à 5 semaines pendant les mois d'été, 15 jours à Noël et Pâques). Est-ce en tant qu'étudiants que nous devons rattraper nos absences (toujours

pendant les week-ends) si leur durée n'est pas exactement de 15 jours (avec certificat médical) sur 28 mois d'études.

Nous n'avons aucun statut pour défendre nos droits et faire réellement de bonnes études ! Ni d'organisation pour nous défendre, puisque nous n'avons pas de droit syndical !

C'est pourquoi on peut jouer sur l'ambiguïté : travail pendant la formation pratique mais pas les droits des travailleurs puisque nous faisons nos études.

C'est pourquoi nous vous informons de nos revendications avec la plate-forme décidée dans le 93 avec les autres écoles d'infirmières.

Notre santé est en jeu, celle des malades encore plus ! Nous revendiquons un statut de travailleurs en formation portant sur trois points :

1) Indemnisation indexée au coût de la vie, prise en charge par l'État (ministère de la Santé) et sans contrat : 1 500 F ; prime de transport comportant les voyages domicile-hôpital, hôpital-domicile, hôpital-autres lieux de stage. Indemnisation des repas quand ils sont pris autre part qu'à l'école, repas gratuits à la cantine de l'école. Fourniture des livres, blouses, lessive ; droit syndical ; de se syndiquer, d'affichage, de réunion, d'information et de presse syndicale (extension de la loi du 03.01.75 à toutes les écoles d'infirmières et application réelle).

2) Encadrement : nombre suffisant de monitrices (une pour dix élèves) ; monitrices formées et formation à notre niveau (pas de cours médicaux magistraux de faculté) ; écoles plus nombreuses ; allègement des effectifs en classe et en stage, extension des terrains de stage hors de l'hôpital pour que notre pratique soit liée à la théorie.

3) Restructuration du programme (les points sont encore à préciser au niveau départemental).

Les Élèves-Infirmières
de Montfermeil

ECHOS

POURSUITE DE LA GREVE AUX FORGES DE GUEUGNON

Sur 3 300 travailleurs qu'emploient Les Forges de Gueugnon (Saône-et-Loire), 2 600 ouvriers métallurgistes horaires se sont mis en grève le 20 novembre notamment pour une augmentation et des garanties de salaires, le retour aux 40 heures et la retraite à 60 ans. Mardi 25, leur mouvement se poursuivait avec occupation des locaux.

LE CONFLIT CHEZ MAGELEC A CHOLET

A l'usine Magelec (téléviseurs couleur), filiale de Thomson à Saint-Pierre-Montlimart (Maine-et-Loire), où un mouvement de grève avec occupation des locaux dure depuis le 19 octobre, la

direction a tenté récemment de stopper la lutte en acceptant l'éventualité de négociations à condition que les ateliers soient évacués et les « chaînes » remises en marche... Les travailleurs sauront mettre en échec cette manœuvre et imposer aux patrons la satisfaction de leurs revendications.

GREVE AU LABORATOIRE ANPHAR A ARCUEIL

Le personnel du laboratoire pharmaceutique Anphar à Arcueil poursuit son mouvement de grève avec occupation déclenché le 18 novembre à la suite de l'annonce de 44 licenciements dont un tiers environ de visiteurs médicaux. Le laboratoire Anphar, qui emploie près de 130

salariés, appartient au groupe Albert Rolland-Hepatool (400 salariés) dont d'autres unités sont en grève également (à Chilly-Mazarin et à Malakoff). Ce groupe envisage toujours 108 licenciements (150 avant la grève).

CHEZ RONSON A ANNECY : L'OCCUPATION CONTINUE

En signe de protestation contre la menace de licenciements qui pèse sur 153 des 280 salariés de l'usine Ronson (fabrique de briquets) à Annecy (Haute-Savoie), le personnel en grève depuis le 16 octobre occupe les locaux. Au mois de juillet dernier, mettant à profit la conjoncture économique, le patron avait déjà licencié 135 travailleurs.

REVISIONNISME ET COUP D'ETAT

Pour parvenir au pouvoir, les partis révisionnistes disposent d'une deuxième tactique : l'organisation de troubles, le recours à la violence, au coup d'Etat.

Quand ils n'ont aucun espoir d'accéder au pouvoir par la voie électorale et que les circonstances le leur permettent ils ont recours à cette tactique. Pour dissimuler leur objectif réel qui est l'instauration d'une dictature social-fasciste, ils se servent d'une phraséologie faussement marxiste-léniniste et de citations qu'ils vident de leur contenu. C'est ainsi que Brejnev déclarait récemment que les paroles de Lénine : « être prêt à n'importe quel changement de situation, au recours à n'importe quelle forme de lutte » demeuraient plus valables que jamais pour les révisionnistes. Mais dans la bouche de Brejnev ces paroles de Lénine signifiaient que les partis révisionnistes doivent utiliser tous les moyens pour accéder au pouvoir : le parlementarisme comme le coup d'Etat.

QUAND LES REVISIONNISTES PARLENT DE LUTTE ARMÉE

Alors que durant de nombreuses années, les révisionnistes, Soviétiques en tête, ont parlé de « passage pacifique au socialisme », les voilà maintenant qui parlent de lutte armée. Bizarre, non ? C'est ainsi que la revue du parti révisionniste bulgare, « *Novo Vreme* », écrit que les partis révisionnistes « devraient être prêts à user de toutes les formes de la lutte des classes, y compris la lutte armée ». Mais : lutte armée pour quel objectif ? Tout le problème est là. Mussolini et Hitler eux aussi parlaient de lutte armée et la pratiquaient pour éliminer ceux qui s'opposaient à eux et instaurer leur dictature fasciste sur les masses. L'objectif poursuivi par les révisionnistes lorsqu'ils parlent de lutte armée est le même. C'est une lutte armée dont l'objectif est l'instauration de sociétés du même type que celles existant en URSS et dans les pays dominés par elle : de la dictature fasciste d'une bourgeoisie bureaucratique.

Leur lutte armée n'a pas pour objectif la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, fait pour opprimer le peuple, et l'édification d'un nouvel Etat entre les mains de la classe ouvrière. Leur lutte armée a simplement pour objectif de les installer à la tête de cet Etat en chassant par la violence la fraction bourgeoise qui s'y trouvait. Ils veulent ainsi pouvoir se servir de cet Etat pour leur propre compte.

Pour cette raison, la lutte armée dont ils parlent n'est pas celle des larges masses ouvrières et populaires, mais celle de milices social-fascistes étroitement contrôlées. Ils ne peuvent armer les masses car ils veulent opprimer les masses. Hitler aussi arma des S.A. et des S.S. pour conquérir l'appareil d'Etat.

« *Novo Vreme* » écrit encore : « *Rendre absolue la voie pacifique du développement révolutionnaire crée des illusions de légalité parmi les forces révolutionnaires et les masses les prédisposant ainsi à l'usage exclusif des formes légales de lutte au lieu d'appliquer, le moment venu, toutes les formes de*

la lutte des classes, ce qui est en réalité la politique du Mouvement Communiste International ».

Ce qui en clair veut dire que tout en utilisant les élections, le parlement, les partis révisionnistes doivent aussi « le moment venu », c'est-à-dire lorsque les conditions sont réunies pour qu'ils puissent s'emparer du pouvoir, recourir à la violence et au coup d'Etat. C'était là aussi une tactique employée par Hitler et Mussolini qui combinaient l'utilisation du parlement avec la violence terroriste.

« *Novo Vreme* » écrit encore : « *Nous pouvons difficilement être d'accord avec l'allégation selon laquelle la majorité des partis communistes des pays capitalistes serait favorable à une voie menant vers un développement révolutionnaire pacifique. Il serait plus correct de dire que la majorité d'entre eux est favorable à un développement révolutionnaire par étapes* ». Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que les partis révisionnistes peuvent utiliser la voie électorale, le parlementarisme, pour, si c'est possible, accéder au pouvoir en alliance avec d'autres forces dans une première étape. Et dans une deuxième étape, étant installés au pouvoir, ils ont recours au putschisme pour éliminer leurs anciens alliés et monopoliser le pouvoir.

LES REVISIONNISTES ET LES GREVES

La « *Pravda* » déclarait il y a peu de temps que les grèves sont « un facteur qui exerce son influence sur le développement du processus révolutionnaire » et elle conseillait aux partis révisionnistes de recourir aux grèves générales pour préparer la prise du pouvoir. Parmi les raisons à ce recours aux grèves générales, la « *Pravda* » mentionnait le fait qu'elles sont souvent accompagnées de heurts avec la police et conduisent au soulèvement armé. Voilà qui est bizarre quand on se souvient que la même « *Pravda* » qualifiait de « voyous » les ouvriers et étudiants en Mai-juin 68. De quoi s'agit-il donc ?

La tactique que préconisent les sociaux-impérialistes russes consiste à utiliser les revendications et les aspirations des masses, pour créer une situation de paralysie de l'économie, une situation trouble permettant aux partis révisionnistes de recourir au putsch. Là encore ils n'ont rien inventé.

Pour se hisser au pouvoir, en Italie et en Allemagne, les fascistes avaient abondamment eu recours à la démagogie, en utilisant les aspirations des masses, en organisant également des grèves, en faisant de grandes déclarations « anticapitalistes » et en promettant le « socialisme ». Comme eux, les sociaux-impérialistes russes conseillent aux partis révisionnistes d'utiliser les aspirations des masses pour se servir des travailleurs qu'ils trompent comme masse de manœuvre pour accéder au pouvoir. Et une fois qu'ils sont au pouvoir ils ont recours à la répression fasciste contre les masses, comme on a pu le voir en Pologne où en 1970 ils ont fait tirer sur les ouvriers

des ports qui manifestaient contre la hausse des prix. Hitler et Mussolini firent ainsi également.

Pourquoi les révisionnistes soviétiques qui pendant des années n'avaient que le « passage pacifique » à la bouche parlent-ils maintenant de lutte armée, critiquent le « parlementarisme » et invitent-ils les partis révisionnistes à recourir à cette tactique ? A cela, une raison essentielle qui est que l'URSS est aujourd'hui devenue une superpuissance impérialiste qui cherche à pénétrer dans des pays échappant à son contrôle. La tactique qu'elle préconise crée des situations troubles, propices à sa pénétration. Les impérialistes ont eux aussi agi ainsi à différentes reprises.

Une autre raison encore qui est que cette tactique lui permet d'assurer un contrôle beaucoup plus étroit sur les partis révisionnistes qui pour mener à bien ces épreuves de force, ces putsch, ont absolument besoin de l'appui du social-impérialisme.

LE PUTSCHISME A LA CUNHAL

C'est en particulier au Portugal que les révisionnistes appliquent cette tactique. N'ayant aucune chance de pouvoir contrôler le pouvoir en s'engageant dans une voie électoraliste le PCP a joué de l'antiélectorisme, en essayant d'abord de tout faire pour que les élections n'aient pas lieu, puis n'ayant pu les empêcher, en qualifiant l'Assemblée élue de « réactionnaire » et en faisant campagne pour sa dissolution. Dans le même temps il utilisait des éléments infiltrés dans l'armée, la presse, la télévision pour éliminer des opposants et contrôler certains secteurs, afin de faire un travail de propagande contre ceux qui s'opposent à lui et préparer les conditions d'une aventure armée. Il a également imposé le syndicat unique et créé différents organismes destinés à encadrer les masses. Mais il a rencontré une vive résistance de la part de partis démocratiques bourgeois et d'une grande partie des masses et a dû reculer, montrant son visage fasciste en recourant à la violence contre elles.

Aujourd'hui, après avoir dû reculer au gouvernement il accélère ses préparatifs de coup d'Etat au sein de l'armée comme en dehors en constituant des bandes armées. En utilisant les aspirations des travailleurs à de meilleures conditions de vie il organise des grèves et lance des revendications démagogiques afin d'aggraver la crise économique et affaiblir ainsi l'actuel gouvernement.

Le vrai rôle de cette démagogie apparaît quand on se souvient que lorsqu'il était dans une position de force au sein du gouvernement le PCP avait imposé une loi antigreve et dénoncé les travailleurs qui combattaient pour leurs revendications.

Entre les deux tactiques du révisionnisme, les dirigeants du PCF ont donc à choisir. Certaines contradictions les opposent à ce sujet.

Les textes préparatoires au XXII^e Congrès du PCF permettent de voir quelle est la tendance aujourd'hui dominante.

A suivre...



ESPAGNE

Les clans s'observent

Après la mascarade fastueuse de l'enterrement du vieux tyran, le fascisme sans Franco s'installe à Madrid.

Dans un discours mi-chèvre mi-chou, où le mot «démocratie» n'est pas une seule fois cité, Juan Carlos a distribué des bonnes paroles à chacun, s'efforçant de contenter tout le monde, aussi bien la vieille garde franquiste dont le leader, José Antonio Giron est accouru le soir même de son discours pour lui affirmer «sa confiance que le roi suivrait le chemin tracé par Franco», que les jeunes loups qui s'impatientent en exigeant des réformes avantageuses pour leurs affaires et leurs profits qui s'arrondiraient de l'accès à la CEE.

A ces derniers on laisse entendre que le nouveau roi mijotte un projet de grâce — et non d'amnistie, nuance ! — pour une partie des prisonniers politiques... sauf ceux coupables de violences, bien entendu.

Les deux superpuissances et leurs agents dans la place restent encore dans une certaine expectative.

L'URSS de son côté, compte ses atouts pendant que la «junte démocratique» s'agit fébrilement. Le secrétaire général du PCE vient de lancer, en coordination avec «la convergence démocratique» un appel commun pour «un gouvernement de large coalition» qui permette de «reconquérir les droits et libertés politiques». Cette «coalition» on le sait, est si large qu'elle englobe des fascistes notoires en son sein. Quant à la «démarcation» qui consiste à refuser la «légitimité» de Juan Carlos au profit de celle de son père qui, pour le PCE, constituerait un souverain acceptable, elle vient d'être sérieusement ébranlée par l'approbation apportée par ce dernier à l'investiture et aux orientations politiques de son fils.

Les peuples d'Espagne qui n'ont jamais abandonné la lutte révolutionnaire antifasciste aux pires moments de la dictature ne peuvent que se détourner avec mépris de ces manœuvres qui visent à perpétuer leur oppression et donner un nouvel essor à leur combat pour l'indépendance et les libertés.

« DOSSIER ITALIE » (3)

LES ORGANISATIONS SYNDICALES : LE CISL

Fondée en 1950, à la suite d'une scission de la CGIL et d'une fusion avec la LGIL, de tendance catholique, la CISL a pour acte de naissance le «pacte d'unification des forces syndicales démocratiques». Pacte qui dénonce «l'action factieuse de ceux qui voulaient faire des syndicats de véritables instruments de partis» et qui marque une volonté d'exprimer l'anticommunisme des masses influencées par le catholicisme. C'est d'ailleurs son refus de participer à la grève déclenchée à propos de la tentative d'assassinat de Togliatti qui sert de prétexte à la scission avec la CGIL. Les ambitions de la nouvelle confédération : réunir tous ceux qui «veulent orienter le mouvement syndical vers l'autogouvernement des travailleurs dans le cadre de la solidarité sociale et des exigences générales du pays». Les deux dernières formules montrent bien qu'en dépit de la déclaration d'indépendance (art. 2 des statuts), c'est un syndicat catholique, très proche des milieux de la démocratie chrétienne, laquelle a d'ailleurs obtenu la majorité parlementaire aux élections de 1948 et est au gouvernement. Mieux, son attitude modérée en matière de revendications, son souci de ne pas mettre en difficulté le gouvernement la fera longtemps considérer comme un syndicat de collaboration de classe. Jugement renforcé notamment en 1953, lorsque la CISL donne l'ordre à ses adhérents de ne pas participer à une grève de cheminots qui risquait de provoquer la chute du gouvernement de Gasperi.

D'ailleurs la même année, ne publie-t-elle pas un programme économique de politique productiviste, liant, en particulier, les augmentations de salaires à l'augmentation de la productivité ? Enfin c'est elle qui va pousser à la négociation des accords d'entreprise : le syndicat doit viser à modifier la société dans le sens d'une «humanisation des rapports sociaux» et d'une plus grande participation de tous. Aimant souvent se référer à un «socialisme à la suédoi-

se», son but est d'atteindre la «démocratie industrielle».

Cette attitude a toutefois évolué, sous l'influence de plusieurs facteurs, dont les plus importants sont : un certain renouvellement des cadres intermédiaires, au niveau des organisations provinciales ; un recrutement de militants dans les milieux laïcs, plus à gauche ; enfin et surtout, les mouvements sociaux de 1968-69. Les déclarations de volonté de coopération s'effacent devant les revendications et la centrale n'hésite pas à critiquer la politique gouvernementale. D'autre part, l'aile progressiste du syndicat se renforce, à partir des fédérations d'industrie et des unions de l'Italie du Nord : elle va œuvrer en faveur de la réalisation de l'unité syndicale et de la mise en place des nouvelles formes d'organisation (délégués). La FIM (fédération des métallos) est le fer de lance de ce courant.

Par contre, une partie non négligeable des effectifs constitue un frein à cette évolution : elle est principalement constituée par les syndicats non-industriels, notamment du secteur agricole (ouvriers agricoles, mais aussi métayers), et de la fonction publique. C'est-à-dire par les syndicats bien implantés dans les régions méridionales.

Le clivage est constaté au congrès confédéral de 1973 : une forte minorité (45 % des mandats) reprochera à la direction de trop s'aligner sur les positions de la CGIL, de politiser les grèves, et de vouloir transformer la CISL en syndicat d'affrontement plus qu'en «syndicat de participation». Ce congrès prendra pourtant une décision importante : la restructuration de la centrale, en faveur des unions de province (voir schéma de l'organisation confédérale, valable également, aux dénominations pris pour la CGIL).

Partie d'environ 1 500 000 adhérents en 1950, la CISL en compte plus de 2 400 000 ; la progression a été à peu près constante pour l'ensemble de la confédé-

Nouvelles brèves

O.L.P. : UN APPEL AUX JUIFS DES PAYS ARABES

M. Kaddoumi, porte-parole de l'OLP, vient de lancer un appel à tous les juifs qui ont quitté les pays arabes à regagner leur patrie d'origine. L'OLP, a-t-il souligné, «considérant que tout citoyen a le droit de regagner son pays d'origine, appelle tous les juifs qui ont quitté leurs foyers dans les pays arabes, à les regagner et à y bénéficier de leurs pleins droits. De la même façon, le peuple palestinien a le droit de regagner son pays d'où il a été expulsé par la force, afin d'y exercer ses droits nationaux. L'OLP, a conclu M. Kaddoumi, est certaine que tous les pays arabes sont prêts à accueillir les juifs de retour et promet de ne ménager aucun effort pour que cela se réalise.»

U.S.A. : LE CYNISME DE KISSINGER

Le secrétaire d'État américain a réaffirmé lundi que les USA sont prêts au dialogue et à la coopération «mais ne peuvent accepter que leur avenir économique soit dicté par les autres pays. Nous ne pouvons accepter de placer indéfiniment notre économie à la merci de décisions prises au loin ni de nous voir demander de corriger les souffrances et de faire face aux déficits causés par les actions des autres...» Quel cynisme de la part du porte-parole de l'impérialisme yankee, qui continue d'être l'un des principaux pilleurs des richesses du tiers monde, qui est responsable de tant de souffrances infligées à ces peuples.

Reconnaissant, à sa manière, les contradictions fondamentales de notre époque, il a ajouté avec regret que «la division de la terre entre le Nord et Sud, devient un problème aussi aigu que la division entre Est et Ouest.»

R.F.A. : L'IDÉE DE L'UNITÉ EUROPÉENNE PROGRESSE

Un rapport sur la politique européenne présenté devant le congrès du Parti social-démocrate ouest-allemand qui vient de se clore, a mis l'accent sur le fait que l'intégration européenne permettra de réduire la dépendance de l'Allemagne de l'Ouest à l'égard de toute superpuissance. Il précise : «Il n'est pas dans l'intérêt de la République fédérale allemande de lutter pour la neutralité ni de s'appuyer sur une quelconque superpuissance. L'intérêt vital de la RFA exige une Europe de l'Ouest intégrée.»

ration, mais inégale suivant les secteurs : c'est ainsi que le recrutement dans la fonction publique a pratiquement quadruplé. La FIM, avec quelque 280 000 adhérents, est le syndicat le plus puissant, le second étant celui des salariés agricoles (FISBA). Parmi les unions de province, celle de Milan est de loin la plus importante (plus de 200 000 inscrits). Si l'on prend comme base les élections des commissions internes, on peut en conclure que la CISL est relativement forte dans la fonction publique (40 à 45 % des voix), l'industrie textile (40 %), l'industrie chimique (30 %), l'industrie du papier et de l'impression (29 %).

QUAND LES TRAVAILLEURS DE LA SANTE AFFRONTENT LES FLICS ...

Vendredi dernier, plusieurs centaines d'hospitaliers se rassemblent à l'appel de leurs sections CFDT et CGT. La mobilisation et la combativité sont à la mesure des conditions de misère qui règnent dans les hôpitaux. La CFDT met en avant des revendications unitaires : 2 000 F mini et 250 F pour tous, et antihérarchique : notation-abolition.

Après avoir parcouru plusieurs artères centrales, la tête de la manifestation se dirige vers la mairie où elle se heurte à un cordon de flics. Il y a un affrontement entre travailleurs et flics. Plusieurs travailleurs et travailleuses sont blessés légèrement. Cette première provocation oblige la manifestation à se rassembler sur une place voisine. C'est alors que sont lancés les slogans «halte à la répression» «CRS : SS» repris par les masses. Les dirigeants de la CGT complètement débordés appellent à la démobilitation.

La CFDT décide de déborder le cordon de flics. Mais les flics de la bourgeoisie s'affolent : deux pelotons de CRS sont envoyés pour couper l'avenue où s'avance la manifestation.

Pendant ce temps, les dirigeants CGT véritables traîtres et faux communistes, ragent de ne pouvoir stopper la colère des

travailleurs. Affolés ils insultent un militant CGT qui, au mégaphone lance des mots d'ordre antiflics, antirépression. Comme cela ne suffit pas à désarmer ce travailleur, ils lui enlèvent violemment le mégaphone et lui ordonnent de «la fermer». Ils engueulent les responsables CFDT parce qu'ils ne les suivent pas dans leur entreprise de trahison.

Les flics de la bourgeoisie non plus ne comprennent pas, car cela fait une demi-heure que la CGT tente de libérer le passage de la mairie. Que se passe-t-il demande un brigadier de CRS à un responsable du service d'ordre CGT ? «Avec ça (montrant le brassard CGT) d'habitude cela va bien plus vite» (sic). Finalement Cabo flic principal de Bordeaux, annonce au chef révisionniste : «Vous faites dégager ou je vais être obligé de le faire».

Le service d'ordre de la CGT réussit à repousser les travailleurs sur la place Jean Moulin. Le ministre peut sortir loin de la colère des masses, les CRS s'en vont.

La manifestation se poursuit longtemps mais des dizaines et des dizaines de travailleurs ont dénoncé la collusion des flics et des révisionnistes.

Correspondant HR Bordeaux.

SIX MILLIONS DE «PAUVRES» EN R.F.A.

Il existe près de six millions de travailleurs de l'Ouest dont le revenu mensuel net est inférieur au taux minimum à partir duquel un habitant de la RFA est considéré comme une personne dans le besoin, révèle un rapport du Parti d'opposition chrétien-démocrate (CDU) dont les données ont été confirmées vendredi par le ministère du Travail de Bonn.

Selon ce rapport, 2,3 millions de retraités disposent de ressources inférieures au taux minimum, soit 534 marks (900 francs français) par mois pour une personne seule. 2,2 millions d'ouvriers et 1,2 millions d'employés en dessous de 65 ans ayant au moins deux enfants à charge de moins de 15 ans peuvent également être considérés comme «dans le besoin», ayant un revenu net inférieur à 1 251 marks (2 100 francs français) par mois.

Le rapport constate en outre que seules 1,8 million de personnes par an profitent du système d'aides sociales, alors que le budget de ces aides a augmenté de 20 % par an depuis 1969, et de 25 % entre 1973 à 1974, où il a atteint 7,1 milliards de marks (12 milliards de francs).

ÉTATS-UNIS : MONTÉE CONTINUE DES PRIX D'ARTICLES DE CONSOMMATION EN OCTOBRE

Les prix des articles de consommation aux Etats-Unis ont augmenté de 0,7 % en octobre dernier, a annoncé le 20 novembre le gouvernement américain.

Les prix des produits alimentaires se sont accrus de 1,3 %, chiffre record depuis le mois de juillet. Les prix de viande et des produits laitiers ont connu une augmentation considérable. Par exemple, les prix de viandes, de volaille et de poisson ont augmenté de 2,3 %, ceux des produits laitiers, 2 % et celui de café, 1,5 %.

Les prix des autres articles de consommation se sont élevés de 0,3 %. Les prix de combustible et de charbon de 1,8 %, le loyer de 0,7 %. Tous sont les chiffres records de cette année. Les frais du traitement médical se sont accrus de 1,2 %, une augmentation plus considérable que ces derniers mois.

L'indice du prix à la consommation en octobre s'est établi à 164,6 si l'on prend 1967 comme base 100, c'est-à-dire on paye maintenant 164,6 dollars pour acheter un même article qui n'en a coûté que 100 il y a 8 années.

(Chine nouvelle)

SECURITE SOCIALE :

Faux déficit et véritable impôt

D'après les «comptes de la Nation» la sécurité sociale accuserait, pour l'année 1976, un déficit de plus de 9 milliards de francs. Chiffre exorbitant qui a fait dire à Fourcade devant le Sénat : «Le déficit de la sécurité sociale devrait être couvert par une augmentation des cotisations payées par les salariés».

Cette déclaration a provoqué un tollé général. Tant et si bien que Durafour, ministre du Travail, a dû rectifier le tir en déclarant, toujours devant le Sénat, qu'il fallait «dégager de nouvelles ressources proportionnées aux capacités contributives des agents économiques».

Mais que l'on ne s'y trompe pas, cette «rectification» va en fait dans le même sens que ce que demande Fourcade puisque le gouvernement s'appuie en fait sur une déclaration récente du président de la commission sociale du syndicat patronal, le CNPF : «Les charges sociales supportées par les entreprises ont atteint le maximum supportable. Il n'est pas possible de les accroître sans risque de grave déséquilibre».

Mais ce que ne dit aucune déclaration officielle c'est que le rapport de la Cour des comptes indique que l'augmentation des cotisations des assurés (principalement les salariés) en 1974 était de l'ordre de 20 % des cotisations, alors que celle des industriels n'était que de 17 %.

Ce que ne dit pas non plus le patronat, c'est que les caisses de sécurité sociale, par un mécanisme compliqué, contribuent au financement de certains trusts liés à la médecine, comme les fabricants de produits pharmaceutiques, ou d'appareils médicaux. On sait par exemple qu'en France les industries pharmaceutiques sont les seules à s'auto-financer à 100 % alors qu'elle ne déclarent officiellement que 2 % de profit par an. Il est vrai que la France produit 12 000

sortes de médicaments, dont près de 60 % sont estimés sans effet thérapeutique, alors que la Suède en produit seulement 1 600 — et les Suédois se portent aussi bien que nous...

En fait, ce que cherche l'Etat, ce n'est pas la diminution de ce prétendu déficit mais une véritable subvention aux industries chimiques, c'est la faire payer par les travailleurs salariés assurés à la sécurité sociale.

C'est pourquoi on remet sur la sellette le projet de fiscalisation de la sécurité sociale qui permettrait d'augmenter la part du budget de la caisse payée par les salariés.

Mais on s'en doute, ce projet antipopulaire aura beaucoup de mal à passer. Fourcade et Durafour devraient se rappeler que la réforme de la sécurité sociale allant dans le même sens, envisagée en 1968, avait été un des points de départ de la grande colère de ce printemps-là.

Justice est faite!

UN EPISODE ILLUSTRÉ DE LA RÉSISTANCE EN ITALIE

APRÈS L'EXECUTION DES FASCISTES, LE PARTISAN CRIE :

**JUSTICE EST FAITE!
INSURGEZ-VOUS
CONTRE LE FASCISME!**

LES TRAVAILLEURS APPLAUDISSENT.
LE BOURREAU DE CHEZ CAPRONI, L'ASSASSIN
DE CENTAINES DE TRAVAILLEURS A EU SON COMPTE





A la maison de la culture de Rennes

Des femmes prennent la parole

Du samedi 29 novembre au dimanche 7 décembre inclus, au sous-sol du cinéma «Le 14 juillet», des femmes prennent la parole et vous invitent toutes — et tous — à venir discuter avec elles.

Programme de la semaine :
Samedi 29 à 24 heures :
«On s'est trompé d'histoire d'amour» et débats.

Dimanche 30 à 20 heures :
débats sur l'avortement et la contraception avec le MLAC.

Lundi 1er à 20 heures :
débat sur la femme et le travail. Projection de «Eternel féminin» et de «Lip au féminin».

Mardi 2 à 20 heures :
débat sur l'école sexiste.

Mercredi 3 à 20 heures :
«Paysannes du Haut-Quercy» et débats.

Jeudi 4 à 20 heures :
débat sur la sexualité : prostitution et pornographie.

Vendredi 5 à 20 heures :
débat sur la sexualité : couple, divorce.

Samedi 6 à 15 heures :
débat sur les femmes et le travail — Petites têtes et grandes surfaces.

Dimanche 7 à 15 heures :
débat sur les luttes internationales des femmes : Vietnam, Portugal, Espagne. «L'heure de la libération a sonné».

UN DEBAT « DEMOCRATIQUE »

A Rennes, nous avons eu la «chance» d'être les premiers à voir le film de Vautier : «Quand tu disais Valéry...» (cf. HR No 341) à la maison de la culture. Nous avons eu à cette occasion un bel exemple de débat «démocratique».

A la première question pertinente d'un délégué CFDT sur la «vision idyllique de l'unité syndicale» donnée dans le film, Vautier répond : «Il faut agir, dans la pratique tout se résoud.» Les délégués syndicaux intervenant à la tribune se contentent, pour toute explication, de se ranger derrière les récents accords nationaux CGT-CFDT, affirmant qu'il ne faut retenir de ceux-ci que les points de convergence. Ils déclarent aussi tout à fait secondaire que des revendications salariales pour des travailleurs en lutte soient uniformes ou formulées en pourcentage...

Quelqu'un demande : «Est-ce que, pendant la grève, les rapports hiérarchiques entre grévistes se sont trouvés modifiés ?» Là encore, des «responsables» PCF, dans la salle, se substituent aux travailleurs, et déclarent : «On n'est pas là pour faire des débats métaphysiques sur la hiérarchie.» Vautier, de son côté, pour toute réponse à une spectatrice, lui demande : «Dans quelle usine travaillez-vous, madame ?» Pure démagogie, car nous savons bien, nous rennais, que la mai-

son de la culture, tant par le contenu que par la forme de la plupart de ses spectacles, est loin d'avoir un public ouvrier.

Mais les spectateurs, sincères, étaient désireux de comprendre sur quelles bases peut se faire l'unité syndicale, quels ont été les effets secondaires de la lutte (changement de

employés, employés-cadres, syndiqués-non syndiqués, syndiqués-délégués syndicaux...) et ils sont restés sur leur faim.

Par contre, ils ont eu l'occasion d'entendre dénigrer la lutte des Lip, de recevoir des leçons sur les comités de soutien. De plus, on a tenté de leur faire croire que l'«Humanité» était le seul journal à avoir soutenu les grévistes. Peut-être pourrait-on leur envoyer les numéros 271, 310 et 314 de l'Humanité rouge ?

Belle soirée, en effet : pendant un tiers du débat, les pontes du PCF essayaient désespérément de justifier leur censure, des «délégués» syndicaux refusaient, eux aussi, de répondre à certaines questions : étant licenciés ils ne pouvaient parler au nom des travailleurs, mais néanmoins, par une curieuse gymnastique, l'ex-délégué CGT reprit ses fonctions pour nous affirmer que «l'édification d'un socialisme heureux» passe nécessairement par l'application du Programme commun !

Malgré la présence de quelques rangs «de jeunes communistes» venus, par leurs applaudissements, leurs cris de réprobation ou leurs ricanelements renforcer la censure, la salle a eu une occasion vivante de se faire une idée des débats dits «démocratiques» prônés par le PCF.

Des lecteurs.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les 450 travailleurs de la Semm-Sotrimex, que soutient soûdisant le film de Vautier, membre du PCF, luttèrent contre leur licenciement dû à la fermeture de la Semm par Trigano (les caravanes...) un patron dit «social». Le film glorifie les méthodes et les «luttés» des dirigeants CGT. Mais quel n'est pas notre étonnement de voir que les «36 heures d'Options» — débats organisés en octobre par la revue Options, revue de la «Science et de la croissance au service de l'humanité» (!) pour les ingénieurs, cadres et techniciens de cette même CGT — étaient patronnées entre autres par notre patron «social»... M. Trigano... De quel côté est la CGT à votre avis ?

S'inspirer de la vie courante.



Voici un exemple d'une double page du nouveau livre pour enfants venu de Chine. Seize scénettes de ce genre humoristiques et éducatives regroupées dans un livre intitulé «De bons enfants». Prix : 1,60 F. -

Des nouveautés venues de Chine

«Matérialisme et empiricisme» aux Editions de Pékin (Prix 4 F).

«Album des peintres paysans du district Huhsien» avec 80 planches de reproductions (Prix 25 F)

SE LES PROCURER

Aux Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 Paris

Aux Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

A la Force du Livre
33, rue René-Leynaud
69005 Lyon

Début de guerre civile au Portugal ?

Le fil des événements

Dans la nuit de lundi à mardi : le Conseil de la révolution siège une partie de la nuit au palais de Belem à Lisbonne. Le palais est protégé par quatre véhicules blindés des commandos d'Amadora dirigés par le colonel Jaime Neves.

Au cours de sa réunion le Conseil de la révolution décide de maintenir sa décision de placer le capitaine Vasco Lourenço à la tête de la région militaire de Lisbonne en remplacement d'Ótelo de Carvalho.

3 heures 30, mardi matin : le parti «communiste» portugais et d'autres partis appellent leurs militants de la région de Lisbonne à se rendre immédiatement aux permanences de leur parti.

9 heures 30, mardi matin : le parti pro-soviétique de Cunhal et les forces qui sont à sa remorque condamnent très violemment les nominations du capitaine Vasco Lourenço et appellent ceux qu'ils influencent à s'opposer à cette nomination.

10 heures, mardi : dans l'armée, une seule unité a réagi : l'école pratique d'artillerie de Vendas Novas condamne la nomination de Vasco Lourenço et vote une motion de confiance au général de Carvalho.

12 heures, mardi : premiers mouvements de troupes. Des automitrailleurs sont remarqués aux alentours du «RALIS», le régiment de Lisbonne sur lequel s'appuie le PCP.

13 heures, mardi : on apprend que des parachutistes ont occupé un certain nombre de positions stratégiques, notamment le commandement de la première région aérienne à Monsanto, dans la banlieue de Lisbonne. Ces parachutistes réclament la démission du général Morais Silva proche de Vasco Lourenço, et chef d'État-Major des forces aériennes et du général Pinho Freire commandant de la première région aérienne.

13 heures 30, mardi : le «RALIS» a mis en place un dispositif conformément à un plan préalable : des hommes du «RALIS» armés de lance-roquettes antichars et d'un canon sans recul, contrôlent la route qui donne accès à Lisbonne venant de Porto. D'autres éléments bien armés ont pris position dans les environs immédiats de la caserne dans des immeubles élevés voisins tandis que des blindés légers ont pris position aux abords de la caserne. Des dispositifs analogues ont été installés à Beiroas, dépôt général du matériel de l'armée et à l'école pratique du service du matériel. Les unités qui les occupent sont connues pour leurs positions identiques à celle du «RALIS».

Interrogé par un témoin qui lui demande ce qu'il attend, un des servants d'un canon sans recul du «RALIS», installé à l'entrée de la route de Porto déclare : «*Que pouvons-nous attendre sinon le régiment de cavalerie de Santarém*» (favorable au gouvernement).

14 heures, mardi : on apprend que des parachutistes opposés au Conseil de la révolution ont occupé plusieurs bases aériennes. L'État-Major général des forces armées les condamne.

14 heures 50, mardi : dans un communiqué l'État-Major général des forces armées qualifie d'«insensée» l'attitude de ces parachutistes qui sont l'objet d'une «manipulation criminelle».

15 heures 15, mardi : réunion d'urgence des dirigeants militaires.

15 heures 25, mardi : les «paras rebelles» annoncent dans un communiqué qu'ils ont décidé de démettre de leurs fonctions le général Morais Silva et le général Pinho Freire, le lieutenant-colonel Costa Neves et le capitaine Camo E Castro.

15 heures 30, mardi : inversement le régiment des commandos d'Amadora a décidé de ne pas accepter le commandement du général Ótelo De Carvalho et de se placer sous la dépendance directe du président Costa Gomes.

15 heures 50, mardi : l'État-Major général des forces armées menace les «rebelles» d'intervenir et conclut : «*On espère que les rebelles reviendront à une attitude de bon sens pour éviter l'aggravation de leur cas.*»

15 heures 50, mardi : l'état d'urgence est décrété dans toute la région de Lisbonne. Le président de la République Costa Gomes assure directement le commandement de toutes les unités militaires de la région.

17 heures 45, mardi : l'État-Major général invite les «rebelles» coupables d'activités contre-révolutionnaires, à «réconsidérer leur attitude et à cesser de se laisser manipuler».

18 heures 50, mardi : la radio-télévision portugaise est aux mains des «rebelles» de l'école pratique d'administration militaire. Les programmes de télévision sont remplacés par une vue fixe représentant l'une des dernières affiches publiées par le cinquième bureau de l'État-Major dissous depuis l'éviction du général pro-soviétique Gonçalves.

20 heures, mardi : la contre-offensive est déclenchée. Des éléments du régiment de commandos d'Amadora encerclent la base aérienne de Monsanto occupée par des «paras rebelles».

20 heures 50, mardi : une vingtaine d'engins blindés de reconnaissance des commandos d'Amadora sont entrés dans la base aérienne de Monsanto. Des rafales de fusils-mitrailleurs ont été entendues.

21 heures 55, mardi : toutes les banques et institutions du crédit seront fermées et leurs activités

suspendues à partir du 26 novembre jusqu'à une date qui sera fixée par le chef de l'État-Major général des forces armées, annonce un communiqué du ministère de l'Information.

22 heures, mardi : les «rebelles» qui occupaient la base de Monsanto ont été arrêtés, et le général Pinto Freire a repris son commandement, annonce un communiqué.

22 heures 25, mardi : cinq ou six engins blindés de reconnaissance du régiment de commandos d'Amadora sont arrivés devant le palais présidentiel de Belem. Ils se trouvent face à face avec des camions de la police militaire armés de bazookas.

0 heure, mercredi : les forces pro-gouvernementales reprennent peu à peu l'avantage. C'est de Porto qu'est diffusé le programme de radio-télévision. D'autre part les paras qui occupaient la base de Monte Real, située à 100 kms au Nord de la capitale se sont rendus aux forces fidèles au gouvernement.

4 heures 30, mercredi : par décision du Conseil de la révolution, aucun journal n'est autorisé à paraître aujourd'hui mercredi 26 novembre dans la région de Lisbonne.

5 heures 25, mercredi : «Les activités contre-révolutionnaires des groupes de parachutistes rebelles de la base école de Tancos continuent à être réduites point par point», annonce un communiqué de l'État-Major général des forces armées portugaises.

Le communiqué ajoute que les masses laborieuses ont contribué à la libération de la base aérienne NR 5 de Monte Real.

Il affirme en outre que la base aérienne NR 2 de Ota se trouve à nouveau sous les ordres de son légitime commandant. «Dans cette base, il n'a pas été nécessaire d'employer les forces de sécurité parce que les parachutistes contre-révolutionnaires se sont démobilisés d'eux-mêmes en apprenant la réprobation quasi-générale du peuple portugais», conclut le communiqué.

5 heures 45, mercredi : «Avec le temps qui s'écoule, il devient clair que l'insubordination militaire créée dans le pays a été une manipulation, provoquée et inspirée par des forces contre-révolutionnaires», déclare un nouveau communiqué de l'État-Major général des forces armées.

Le texte poursuit : «Il devient chaque fois plus difficile d'admettre comme irresponsables les positions des unités militaires, partis ou formations civiles qui persistent dans la tentative tragique de lancer le pays dans la guerre civile.»

Le communiqué conclut : «Le commandement de la police militaire a éclairci sa position en se mettant expressément à la disposition de ses légitimes supérieurs hiérarchiques.»

DIEPPE :

UNE OUVRIERE A DU ETRE HOSPITALISÉE

Mardi soir la police est intervenue en exerçant des brutalités fascistes contre les grévistes de l'usine «*la Confection de la Bresle*». Celles-ci occupaient depuis un mois leur entreprise pour s'opposer au licenciement d'une déléguée syndicale. Une quinzaine d'ouvrières se trouvaient dans l'atelier lorsque plus de quarante policiers ont déboulé dans les locaux et ont donné libre cours à leur violence réactionnaire à la suite de quoi une ouvrière a dû être transportée à l'hôpital.

AFRIQUE :

ATTAQUE DU PRÉSIDENT MOBUTU CONTRE LES «PUISSANCES ÉTRANGÈRES»

Evoquant l'activité des deux superpuissances et surtout celle de l'URSS en Angola, le président zaïrois, M. Mobutu Sese Seko, a sévèrement attaqué mardi «les puissances étrangères» pour n'avoir pas fourni d'armes aux mouvements de libération angolais alors qu'ils luttent contre le colonialisme portugais.

Le président Mobutu, qui s'adressait au Conseil législatif zaïrois, a ajouté que depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise, ces mêmes puissances arment ces mêmes mouvements afin «que se répètent les mêmes horreurs qu'a vécues le Zaïre après son accession à l'indépendance». «Au Zaïre, a précisé le président Mobutu, aucune aide ne

nous est parvenue d'une puissance étrangère extérieure à l'Afrique quand nous combattons les colonialistes belges, mais, lorsque nous avons conquis notre indépendance, des puissances étrangères sont intervenues».

Le chef de l'État zaïrois a également estimé que le même processus risque de se dérouler pour les mouvements de libération du Zimbabwe, de la Namibie et d'Afrique du Sud. Enfin, le président Mobutu a rendu hommage au courage du maréchal Amine qui, en «*Africain authentique, s'est refusé aux manœuvres de l'impérialisme qui voulait diviser l'Afrique*» et a eu le courage de «*défendre l'unité de l'Afrique et de l'Angola malgré les pressions éhontées qu'il a subies*».